



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 10 OCT. 2025**

**mettant en demeure la société SOPREMA de respecter  
des prescriptions relatives à l'exploitation de ses installations  
situées 14 rue de Saint-Nazaire à Strasbourg  
N° AIOT 0006700781**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2020 codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société SOPREMA à Strasbourg - 14 rue de Saint-Nazaire ;
- VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite d'inspection du 16 septembre 2025 des installations de la société SOPREMA situées 14 rue de Saint-Nazaire à Strasbourg ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2020 susvisé :  
*« Le stockage des liquides inflammables en réservoir mobile est réalisé : - dans le bâtiment construit à cet effet, dit « bâtiment 4331 », suivant les plans et descriptifs figurant dans le dossier susvisé du 18 juin 2018. La hauteur de stockage des liquides inflammables depuis le sol du bâtiment ne dépasse pas 5,5 m, soit 4 niveaux. Le cinquième et dernier niveau de stockage ne reçoit pas de liquides inflammables ; - dans la cellule dédiée de l'entrepôt construit dans le cadre du projet DPS. (...) » ;*

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 16 septembre 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant stocke au minimum 12 réservoirs mobiles de 1000 litres pleins de liquides inflammables en bordure de site, sur le pourtour du bâtiment ALSAN, en dehors des espaces édictés à l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2020 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ce constat traduit une non conformité aux prescriptions applicables à la société SOPREMA ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter

La société SOPREMA, pour l'exploitation de ses installations situées 14 rue de Saint-Nazaire à Strasbourg, est mise en demeure de respecter, dans les délais indiqués ci-dessous, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2020 susvisé, reprises ci-après :

#### Article 8.3.1 - Stockage liquides inflammables en réservoirs mobiles - Conditions d'entreposage - délai 7 jours :

« Le stockage des liquides inflammables en réservoir mobile est réalisé :

- dans le bâtiment construit à cet effet, dit « bâtiment 4331 », suivant les plans et descriptifs figurant dans le dossier susvisé du 18 juin 2018. La hauteur de stockage des liquides inflammables depuis le sol du bâtiment ne dépasse pas 5,5 m, soit 4 niveaux. Le cinquième et dernier niveau de stockage ne reçoit pas de liquides inflammables.
- dans la cellule dédiée de l'entrepôt construit dans le cadre du projet DPS.

(...) »

### Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

### Article 5 : exécution

- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise SOPREMA par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,  
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO